

Coopération franco-japonaise pour l'action développementale : le cas du projet "ville durable en Afrique

Louis Schweitzer a été nommé par le ministre des Affaires Etrangères son représentant spécial pour le développement du partenariat entre la France et le Japon. La réussite de l'Alliance Renault-Nissan en faisait la personnalité la plus légitime pour assurer cette mission dans laquelle je l'accompagne . Le lancement du centre franco-japonais de recherches avancées est l'un des premiers résultats de son action . Nous nous sommes également intéressés à la coopération de la France et du Japon dans les pays tiers, à commencer par l'Afrique qui fait naturellement partie des priorités des deux pays . C'est ainsi que l'AFD et la JICA, les deux agences d'aide au développement, travaillent ensemble au développement de la culture du riz dans les zones irriguées du fleuve Sénégal . Nous avons souhaité continuer à construire dans le même esprit en réunissant les expertises françaises et japonaises dans le développement urbain au service du projet « Ville durable en Afrique » que Louis Schweitzer est venu présenter à Tokyo le 9 Février dernier.

L'un des grands enjeux de la 21ème Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies pour le changement climatique (COP 21), qui se tiendra en Décembre 2015 à Paris, sera la maîtrise de l'impact sur la consommation d'énergie du développement urbain attendu en Afrique, comme le montrent toutes les projections démographiques. Les incidences de ce développement doivent être maîtrisées le plus en amont possible. C'est dans cette perspective que la France a proposé au Japon d'unir les forces des deux pays dans les domaines de la planification urbaine, de l'habitat, de la production d'énergie et de la gestion des réseaux, de l'assainissement, du traitement des eaux, des systèmes de transport, de la sécurité et de la gestion des grands services publics pour appuyer les politiques de maîtrise de la gestion des villes menées par nos partenaires africains.

Quatre catégories de partenaires ont été invités à s'associer pour mener à bien ce projet :

1. les acteurs institutionnels, en particulier les deux agences d'aide au développement, AFD et JICA, qui travaillent régulièrement ensemble et qui ont confirmé leur accord pour participer au projet.
2. les entreprises auxquelles le projet a été présenté dans le cadre du club d'affaires franco japonais qui se réunit, une fois par an, alternativement à Paris et à Tokyo. Du côté français, huit entreprises ont indiqué leur intention d'être partie prenante au projet : GDF Suez, Veolia Environnement, Saint Gobain, Air Liquide, Dassault Système, Michelin, Thalès, Bouygues. Du côté japonais, Toshiba, Mitsui, Mitsubishi Corp, Mitsubishi Heavy Industry, Toyota Tsusho ont aussi manifesté leur intérêt.
3. Les villes françaises et japonaises, afin de pouvoir illustrer sur le terrain les savoir faire spécifiques à chacune dans les domaines ciblés . Les villes contactées côté français sont Paris, Lyon et Bordeaux, côté japonais Tokyo, Yokohama, Fukuoka et Kyoto.
4. Des architectes et urbanistes contactés côté français par l'intermédiaire de Vivapolis, qui est l'instance regroupant les acteurs publics et privés impliqués dans le développement urbain.

Le projet se construit en deux phases :

1. première étape : rédaction d'un document synthétisant les approches françaises et japonaises en matière de développement urbain dans l'optique d'une application au continent africain. Ce document pourra être présenté aux partenaires africains lors de

- la COP 21 à Paris.
2. deuxième étape : ce document servira de base au lancement et à la mise en œuvre d'un programme d'actions, à établir avec les partenaires africains et qui pourrait être présenté lors de la prochaine Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 6) prévue en 2016.

Telle est une nouvelle illustration de l'approfondissement du partenariat entre la France et le Japon.

Thierry Moulonguet
Ancien directeur financier de Renault et de Nissan